



Déclaration liminaire de la FCPE au CNESER du 14 novembre 2023

Mesdames et messieurs les représentants du ministère, chers membres du CNESER,

La FCPE entend les difficultés du gouvernement à boucler le budget, mais regrette que l'enseignement supérieur soit toujours considéré comme une charge et non un investissement. A l'heure des arbitrages budgétaires, la position de la FCPE est claire.

L'argent public doit aller aux établissements publics :

- Que ce soit l'agent issu du budget ministériel mais également, parfois moins traçable, celui des Régions, ou tout autre fond public. Nous demandons qu'un audit permette d'objectiver le financement des établissements privés hors et sous contrat par les collectivités territoriales et par l'état.
- Nous l'avons déjà dit dans cette instance, les conditions de vie des étudiants se fragilisent, et ils sont aujourd'hui beaucoup en situation de grande précarité. La restauration et le logement étudiants par les CROUS doivent pouvoir bénéficier d'un plan de financement d'urgence afin de mettre réellement en adéquation les structures d'accueil avec la taille et la répartition géographique de la population étudiante, et sa paupérisation.

Notre demande est simple et claire :

L'argent public pour les formations publiques.

- L'argent public doit servir à financer les formations publiques exsangues, et à ouvrir des formations publiques, pour que chaque bachelier puisse accéder aux études supérieures quelle que soit sa filière.
- Nous saluons les mesures de financement pour l'inclusion et la scolarisation des étudiants des DROMs. Elles sont cependant en deçà des besoins.
- Mais comment continuer à accepter que l'argent public puisse servir à financer directement ou indirectement des formations privées à 7 000, 10 000 ou 15 000 euros l'année, accessibles à une minorité d'élèves dont les familles en ont les moyens ?

Comment accepter année après année la baisse drastique et continue de la dotation par étudiant, d'autant plus dramatique si on raisonne en euros constant ?

Nous regrettons que le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche n'ait pas pu être discuté dans ses principes mêmes. Nous dénonçons le manque d'ambition pour offrir à tous les jeunes la possibilité d'étudier dans des établissements publics, quelle que soit leur classe sociale, leur origine géographique ou le type d'études envisagées.

Nous le redisons, l'argent public doit être fléché vers l'enseignement supérieur public.

C'est pourquoi nous voterons contre ces propositions de répartition des moyens.

Je vous remercie pour votre attention.